

Extrait du procès-verbal de l'assemblée du 24 février 2026

Présidence : M. Diego de Haller

LE CONSEIL COMMUNAL D'AUBONNE

Vu le préavis municipal du 14 octobre 2025 – no 10/25 – Rénovation et remise aux normes de la piscine

ouï le rapport de la Commission chargée d'étudier cet objet

ouï le rapport de la Commission des Finances (CoFIN)

attendu que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

d é c i d e

de voter le décret suivant :

Le Conseil communal d'Aubonne

- Autorise la Municipalité à procéder aux travaux mentionnés dans ce préavis
- Autorise la Municipalité à entreprendre toutes les démarches utiles à cet effet
- Octroie à la Municipalité un crédit de CHF 7'626'600.00 TTC pour la réalisation de ces travaux
- Autorise la Municipalité à prélever cette somme par la trésorerie courante et par une consolidation progressive par l'emprunt, pour tout ou partie du montant et dans la limite de plafond d'endettement

Au nom du Conseil communal

Le président

La secrétaire

Diego de Haller

Véronique Kobler

*« Le référendum doit être annoncé par écrit à la Municipalité dans un délai de **dix jours** (art. 163 al. 1 LEDP). Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la Municipalité prendra formellement acte de son dépôt, autorisera la récolte des signatures, scellera la liste et informera le comité du nombre minimum de signatures requis ; le titre et le texte de la demande de référendum seront affichés au pilier public (art. 163 al.3 LEDP). Le délai de récolte des signatures sera de **30 jours dès l'affichage de l'autorisation de récolte des signatures prévu à l'article 163 al. 3 LEDP** (art. 164 al.1 LEDP). Enfin, si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de **Nouvel An ou de Pâques, il sera prolongé de 5 jours**. Si ce délai court pendant la période allant du **15 juillet au 15 août, il sera prolongé de 10 jours** (art. 164 al.1 LEDP, et art.134 al.2 et 3 LEDP par analogie) »*